



GRAND CONSEIL

Interpellation - 22_INT_54 - Sabine Glauser Krug et consorts - Aide à la résilience individuelle

Texte déposé :

Nous vivons actuellement une modification durable de notre système d'approvisionnement, qui met en évidence la fragilité de notre économie. Nos aliments, nos sources d'énergie, la matière première nécessaire à l'élaboration de notre technologie, souvent même le savoir-faire d'élaboration de sous-produits, proviennent régulièrement du reste du monde. Mais, déjà auparavant, nous savions que les enjeux climatiques et la réduction de la biodiversité, qui engendrent une avancée du désert, vont forcément pérenniser le déficit d'approvisionnement.

Le premier réflexe, découlant du fait que nous vivons actuellement dans un pays riche, pourrait consister à vouloir assurer notre approvisionnement, en mettant encore plus de pression sur la production ou en réservant de quoi répondre à l'appétit d'une population habituée à une consommation excessive. L'exemple que l'on a observé avec la commande de vaccin durant la pandémie de COVID-19 a montré que cette manière de faire crée des inégalités sur le plan mondial, qui empêche la démarche d'être durable.

Il serait donc bien plus opportun de miser sur une augmentation de notre résilience interne, qu'il s'agisse du pays, des cantons et des régions. La réduction drastique de nos besoins énergétiques est indispensable, accompagnée d'une production durable et locale pour assurer les besoins de base de la population.

Dans le domaine des cultures alimentaires, une production reposant sur la santé du sol et des intrants pouvant être facilement produits localement doit être généralisée, tout comme la réduction des pollutions nécessitant des traitements des eaux énergivores. La difficulté, dans ce domaine, est qu'un terrain régulièrement traité avec des intrants de synthèse a besoin de temps pour retrouver ses capacités intrinsèques de production.

Dans le domaine de la santé, il existe de nombreuses solutions naturelles, qui, si elles étaient connues et utilisées dès les premiers symptômes, pourraient éviter des complications. Les facteurs de stress physique, émotionnel, psychique, réduisent le potentiel originellement fantastique du système immunitaire.

La question de l'alimentation est primordiale, car tout le monde doit manger. Si l'on doit se trouver dans une situation de manque, le premier recours pour la population, afin de ne pas accaparer la production étrangère, serait de connaître les principes d'une alimentation saine et sobre. Le raffinage,

la cuisson, des mélanges inopportuns réduisent les apports nutritifs, impliquant une sensation de faim, alors que les calories sont déjà en excès. Tout comme pour la question de l'agriculture, le « sol » d'un organisme, à savoir son tube digestif, requiert du temps pour s'habituer à un changement d'alimentation.

Ce sont des questions de bases, mais d'autres viennent s'y ajouter, comme le traitement de l'eau de boisson, notre dépendance au plastique, nos besoins en textiles, en logement, ...

Dans ce contexte, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'État :

1. Dans quelle mesure le Conseil d'État est-il préoccupé par le manque de résilience dans les différents domaines de notre économie ?
2. Quelles mesures a-t-il d'ores et déjà prises pour les rendre plus résilients ?
3. Quels moyens est-il possible de mettre en place pour former la population à une consommation davantage qualitative que quantitative ?
4. Quels moyens peut-on mettre en place pour inclure la population dans les réflexions visant à la préparer à la réduction d'approvisionnement ?
5. Dans quelle mesure les autorités entendent-elles soutenir les initiatives individuelles et collectives contribuant à l'augmentation de la résilience de notre société ?

Conclusion : Souhaite développer

Cosignatures :

1. Cédric Echenard (SOC)
2. Claude Nicole Grin (VER)
3. Claude-Alain Gebhard (V'L)
4. Jean-Marc Nicolet (VER)
5. Léonard Studer (VER)
6. Pierre Fonjallaz (VER)
7. Taraneh Aminian (EP)
8. Yannick Maury (VER)